

## 2 Politique

Après onze ans de brouille entre la RDC et le Rwanda

# Kabila et Kagame «effacent le tableau» à Goma

Le Phare

Ce qui était jusqu'au du domaine du rêve s'est réalisé hier avec l'arrivée du président Paul KAGAME à Goma pour des entretiens en tête-à-tête avec son homologue congolais Joseph KABILA. Accueilli dans la zone neutre, Paul Kagame, vêtu d'une chemise et d'une veste noire avec un petit drapeau de son pays sur la poitrine, a ensuite reçu des honneurs militaires de la Garde Républicaine Congolaise avant de se diriger à pied en compagnie du président congolais jusqu'à l'hôtel HUSSI. Durant ce petit parcours les deux chefs d'Etat encadrés par leurs gardes rapprochées ont été acclamés par plusieurs centaines de personnes qui se trouvaient tout au long de la route.

Selon l'expression d'un confrère européen, les choses se précipitent avec une allure étonnante entre Kinshasa et Kigali. D'abord en janvier dernier, le monde apprenait qu'à l'issue des négociations secrètes, un

accord était intervenu entre Kabila et Kagame pour lancer des opérations militaires conjointes en vue d'annuler les bases militaires des FDLR. Des opérations dénommées KIMIA I qui coïncident à Vital Kamerhe son siège de président de l'Assemblée nationale, coupable d'avoir réfugié à haute voix sur ce que des millions des congolais dissident tout bas. Le leader du C.N.D.P. le tonitruant Laurent Nkunda fut aussi arrêté quelque part au Rwanda où il est détenu dans un lieu tenu secret et il semble que son sort dépend de l'évolution des relations diplomatiques et politiques entre les deux pays.

La recrudescence de l'insécurité entretenue par des éléments des FDLR dans des localités de deux provinces du Kivu a été une occasion pour les autorités de Kigali d'adresser à leurs homologues de Kinshasa des propositions pour relancer une nouvelle opération KIMIA II destinée à réduire très sensiblement la capacité de nuisance de ces rebelles hutu rwandais qui semblent avoir opté pour la guérilla dès lors qu'ils sont

traqués aussi bien par les forces régulières congolaises et les éléments de la MONUC.

Sur le plan diplomatique, les deux pays ont procédé à la nomination des ambassadeurs tris au vu et au su de tous, le plus immédiat de deux régimes. C'est ainsi que Kinshasa a jeté son dévolu sur Me Norbert Nkulu Kiondo, ancien ministre d'Etat et conseiller principal juridique de Joseph Kabila, tandis que le Rwanda a dépeché en RDC l'un des grands ténors du F.P.R., parti au pouvoir à Kigali, en la personne de M. Amardou Rugire, ancien secrétaire général au ministère des Affaires Etrangères.

Selon notre correspondant à Goma, les entretiens entre les deux chefs d'Etat ont tourné autour de deux points, à savoir le rétablissement des relations diplomatiques et principalement la douloureuse question sécuritaire marquée particulièrement par la présence dans les deux provinces congolaises de l'Est des éléments des FDLR et qui a toujours empêché

les rapports entre les deux régimes. On croit donc savoir que Kigali va profiter de ce tête-à-tête pour relancer la proposition de prêter ses troupes pour la seconde phase des opérations militaires conjointes KIMIA II. On sait que le régime de Kigali a toujours utilisé ce prétexte sécuritaire pour justifier les multiples incursions sur le territoire congolais de ses troupes armées régulières camouflées dans des forces rebelles locales créées pour les besoins de la cause. Pour preuve, il a suffi que les deux Etats conclussent d'un accord sur les opérations conjointes militaires pour voir le C.N.D.P. se transformer en parti politique et occuper à ses troupes d'intégrer les rangs des FARDC pour se lancer à la chasse des FDLR.

Dans le communiqué final de cette rencontre, lu par Raymond Tshibanda, ministre congolais de la Coopération Internationale et Régionale, tout en indiquant que dans leurs échanges, Paul Kagame et Joseph Kabila ont passé en revue toutes les questions d'intérêt commun, « aux

plans de la défense et de la sécurité, les deux chefs d'Etat ont apprécié les réalisations accomplies, de leur manière, les efforts conjoints déployés pour promouvoir la paix, la sécurité et la stabilité en vue d'établir les groupes armés opérant dans l'Est de la RDC, notamment les FDLR en vue de poursuivre qu'« afin de marquer une toute nouvelle ère et de renforcer leurs relations bilatérales, le sommet a décidé de relancer les activités de la grande commission mixte Rwanda-RDC qui est restée en veilleuse depuis 21 ans ». Au plan politique et diplomatique, les deux présidents ont exprimé leur satisfaction particulière suite à la nomination des ambassadeurs de leurs pays respectifs en juillet, une étape cruciale dans la reprise de leurs relations, a indiqué le ministre congolais de la Coopération Internationale. Enfin, les deux chefs d'Etat se sont mis d'accord sur une visite du président congolais à Kigali sur invitation de son homologue rwandais. F.M.

Pour mettre fin à l'impunité en Afrique

## Le PGA rejette la résolution de Syrte

La RDC appelée à appuyer la CPI

La position adoptée par le 13ème Sommet de l'Union Africaine tenu à Syrte en Lybie le 3 juillet dernier de suspendre toute coopération avec la Cour Pénale Internationale au sujet de l'arrestation du président soudanais Omar El Bechar a été à l'ordre du jour de l'assemblée générale du groupe national de la RDC de l'association sans but lucratif le PGA ou Action Mondiale des Parlementaires. Lors de sa conférence de presse à l'issue de cette réunion, le vice-président de ce groupe, M. Kabeya Sabus Pascal a indiqué que les débats ont été houleux

et fort intéressants dans la mesure où selon le Statut de Rome, le but de cette juridiction pénale internationale est de contribuer à « mettre fin à l'impunité des auteurs des crimes les plus graves qui touchent la communauté internationale, notamment les crimes de guerre, les crimes contre l'humanité et les crimes de génocide ». D'une manière générale, ils ne comprennent pas cette résolution de Syrte qui semble privilégier l'impunité, surtout au niveau des hauts responsables politiques qui vont désormais se permettre tout ce protégés par cette position arrêtée

par l'organisation continentale. Ainsi donc, pour ne pas compromettre ces objectifs et contribuer à la résolution de la question du Darfour et du Sud Soudan, les membres de cette association ont arrêté une série de résolutions, ils appellent tous les Etats africains signataires de ce Statut de Rome de respecter leur engagement, juridique découlant de ce traité et d'engager un nouveau débat sur la question du Darfour et du Sud Soudan lors de l'assemblée générale des Nations Unies. Le PGA-Congo exhorte les Chefs d'Etat

africains de ne pas relâcher la lutte contre l'impunité tant sur le plan national qu'international pour éviter à leurs peuples une justice à deux vitesses. Dans la mesure où les crimes les plus décriés ne doivent pas rester impunis et leurs auteurs et co-auteurs doivent être sanctionnés adéquatement. A la question de savoir ce qu'il pense des débats qui ont lieu au Congo au sujet de la demande de liberté provisoire réclamée par le leader du MLC, le PGA-Congo souscrit à cette démarche qui est légitime car en droit la détention est une exception, mais cepen-

dant il demande au gouvernement de la RDC de « réaffirmer son soutien aux actions de la CPI et de se distancer ouvertement et sans équivoque de la résolution de l'Union Africaine de Syrte qui menace de priver les victimes des crimes les plus graves d'accéder à la justice et aux réparations ». Le PGA-Congo encourage la CPI de persévérer dans son combat contre l'impunité pour la défense des droits des victimes des crimes les plus graves comme ceux commis au Darfour, en Irak, en Sierra Leone, au Libéria, etc. Castro